

**Rapport pour le conseil régional
JUIN 2026**

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**COMPTE-RENDU SUR L'USAGE PAR LA PRÉSIDENTE DE LA DÉLÉGATION POUR ESTER EN
JUSTICE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 4231-7-1 DU CGCT ET DE LA PROTECTION
FONCTIONNELLE ACCORDÉE AU TITRE DE L'ARTICLE L. 4135-29 DU CGCT - JUIN 2026**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS.....	3
ANNEXES AU RAPPORT.....	4
Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026.	5
Protections fonctionnelles accordées par la Région d'Ile-de-France sur le fondement de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales.....	15

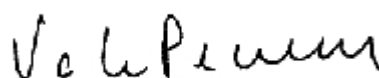
EXPOSÉ DES MOTIFS

Compte-rendu sur l'usage par la présidente de la délégation pour ester en justice en application de l'article L. 4231-7-1 du CGCT et de la protection fonctionnelle accordée au titre de l'article L. 4135-29 du CGCT - juin 2026

Le présent rapport a pour objet de rendre compte, d'une part, de l'usage par la Présidente de la délégation que le conseil régional lui a consenti pour ester en justice, en application des dispositions de l'article L. 4231-7-1 du code général des collectivités territoriales et de la délibération n°CR 2021-038 du 2 juillet 2021, et, d'autre part, de la protection fonctionnelle accordée au titre de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales aux élus.

La liste des décisions prises sur cette base figure ainsi en annexes au présent rapport.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Valérie Pécresse'.

VALÉRIE PÉCRESSÉ

ANNEXES AU RAPPORT

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
E-2025-002060	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2522576	JEK ARCHITECTURE et JEK INGENIERIE c/ Région Consultation n°2500939 - mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre d'un plan de travaux de rénovations de demi-pensions et de rénovations globales (Lot 3)	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région contre la requête en référé précontractuel de la société qui demande l'annulation de la consultation, ainsi que de la décision rejetant sa candidature à ce marché. (Référé précontractuel)	05/01/2026
E-2025-002067	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2522849	UPCYCLEA c/ Région Missions d'assistant à maître d'ouvrage pour la valorisation du réemploi des matériaux et de l'économie circulaire dans les opérations de travaux des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) et des autres bâtiments du ressort de son territoire - Lot n°1 « Est » et Lot n° 2 « Ouest »	Mémoire produit par l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de la société qui demande le réexamen de son offre. (Référé précontractuel)	05/01/2026
E-2025-001716	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2532405	Eliez c/ Région Marché portant sur la rénovation du CDI, des toilettes et du bureau des CPE Lycée Jean ZAY à Aulnay-sous-Bois (93)	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de la société qui estime être titulaire d'un décompte général définitif tacite et sollicite le versement d'une provision à ce titre. (Référé provision)	07/01/2026
E-2025-002092	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	2518424	GIE ATS c/ Région Travaux de sécurisation des lycées - lot 3	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête en référé précontractuel du GIE ATS par laquelle il demande au juge d'annuler la procédure	13/01/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
			Lycée André Malraux à Montereau-Fault-Yonne (77)	de marché public portant sur des travaux de sécurisation. (Référé précontractuel).	
E-2025-002090	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	2518423	GIE ATS c/ Région Travaux de sécurisation des lycées - lot 2 Lycée Blaise Pascal à Brie-Comte-Robert (77)	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête en référé précontractuel du GIE ATS par laquelle il demande au juge d'annuler la procédure de marché public portant sur des travaux de sécurisation. (Référé précontractuel).	13/01/2026
E-2025-002088	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	2518422	GIE ATS c/ Région Travaux de sécurisation des lycées - lot 1 Lycée Lafayette à Champagne-sur-Seine (77).	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête en référé précontractuel du GIE ATS par laquelle il demande au juge d'annuler la procédure de marché public portant sur des travaux de sécurisation. (Référé précontractuel).	13/01/2026
E-2025-002003	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTERRE	RG n°26/00363	Région c/ HDI GLOBAL SE	Assignment de l'avocat de la Région en vue d'obtenir une indemnisation de l'assureur de la société Néolog, celle-ci ayant égaré les tests covid qui lui avaient été confiés dans le cadre d'un marché public de services.	14/01/2026
E-2025-002122	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2523542	SOCIETE ALTERNATIVES ARCHITECTURES c/ Région	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête en référé de la société qui	15/01/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
			Marché n°2500774-Lot 2- Missions d'assistance technique et de maîtrise d'œuvre concernant des travaux tous corps d'état intérieurs et extérieurs dans les EPLE les îles de loisirs et les autres bâtiments du ressort de la Région Ile-de-France	conteste la décision de rejet de son offre. (Référé précontractuel)	
E-2025-001921	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2534724	Madame X c/ Région Lycée Edgar Quinet à Paris (75)	Observations produites par l'avocat de la Région qui ne s'oppose pas aux opérations d'expertises sollicitées par la requérante qui sollicite la désignation d'un expert afin d'évaluer les préjudices qui résulteraient d'infiltrations d'eau provenant du mur mitoyen du lycée jouxtant son appartement. (Référé expertise)	02/02/2026
E-2025-002166	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE PARIS		Région c/ X Cité Scolaire Janson de Sailly à Paris (75)	Plainte contre X de l'avocat de la Région du chef de délit d'intrusion dans un établissement scolaire.	04/02/2026
E-2025-001665	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE FONTAINEBLEAU	25/A0742	Madame X c/ Région	Conclusions de l'avocat de la Région tendant à ce que Madame X soit déboutée de l'ensemble de ses demandes tendant à reprendre le versement mensuel de la rémunération de stagiaire et à lui verser une rémunération et une régularisation de rémunération à ce titre.	05/02/2026
E-2026-000179	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	2601203	M. X c/ Région	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la	09/02/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
				requête de M. X par laquelle il demande au tribunal d'ordonner la suspension de l'exécution de la décision de mutation dans l'intérêt du service. (Référé suspension)	
E-2026-000062	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE VERSAILLES		Région c/ X	Conclusions de constitution de partie civile de l'avocat de la Région demandant, d'une part, à ce que la constitution de partie civile de la Région soit jugée recevable, et, d'autre part le renvoi de l'affaire à une audience ultérieure, dans le cadre de poursuite notamment des chefs d'accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données et d'accès frauduleux à un système de traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par l'Etat.	09/02/2026
E-2026-000103	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2601113	ORAPI HYGIENE c/ Région Accord-cadre n°2500520 de Fourniture et livraison de produits d'entretien des locaux, de leur mode de distribution et des consommables associés à destination des établissements publics locaux d'enseignement de la Région Ile de France et des adhérents à la centrale d'achat)	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de la société demandant au tribunal d'annuler les décisions de rejet de ses offres présentées dans le cadre de la procédure marché, et enjoignant à la Région de reprendre la procédure au stade de l'analyse des offres. (Référé précontractuel)	10/02/2026
E-2026-000070	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL		Région c/ M. X Lycée Lucie Aubrac à Pantin (93)	Requête en référé aux fins d'expulsion de M. X qui occupe indument un logement de fonction	12/02/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
				(Référé mesures utiles)	
E-2026-000102	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2601198	ADELYA TERRE D'HYGIENE c/ Région Marché n° 2500520 de fourniture et livraison de produits d'entretien des locaux, de leur mode de distribution et des consommables associés à destination des établissements publics locaux d'enseignement de la Région Ile-de-France	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête en référé précontractuel de la société demandant au juge d'annuler la décision de rejet de son offre présentée au titre du lot 2 de l'accord-cadre, et d'annuler la procédure de passation de ce lot au stade de l'analyse des offres. (Référé précontractuel).	13/02/2026
E-2023-001321	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2310805	Mme X c/ Région	Mémoire en défense tendant au rejet de la requête de Mme X qui demande l'annulation de la décision de non-renouvellement de son contrat.	16/02/2026
E-2025-001520	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE ROUEN	2504577	Transdev Normandie Val de Seine c/ Région	Mémoire en défense de l'avocat de la Région sollicitant un non-lieu à statuer sur les conclusions de la société Transdev Normandie Val de Seine dirigées contre un titre de recettes.	24/02/2026
E-2025-002128	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2536561	M. X c/ Région	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de l'autorisation de plaider au nom de la Région introduite par M. X	25/02/2026
E-2025-002046	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2604267	Région c/ Ile-de-France Construction durable et autres Lycée Neuf de Romainville (93) (avec IDFCD)	Requête aux fins de désignation d'un expert pour l'opération de construction du lycée neuf à Romainville. (Référé préventif)	25/02/2026
E-2026-000146	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2603203	Région c/ Mme X RIF Lycée Paul le Rolland à Drancy (93)	Requête en référé aux fins d'expulsion de Mme X qui occupe indûment un logement de fonction (Référé mesures utiles)	05/03/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
E-2023-001178	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2310109	Mme X c/ Région	Mémoire en défense tendant au rejet de la requête de Mme X tendant à l'annulation de l'arrêté fixant le taux d'incapacité partielle.	05/03/2026
E-2025-000723	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE NANTERRE		Région c/ X Dispositifs PEE (Parcours d'Entrée vers l'Emploi), PRFT (Programme Régional de Formations Transversales) et PRFE (Programme Régional de Formations vers l'Emploi).	Constitution de partie civile de la Région dans le cadre de faits d'escroquerie liés à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.	18/03/2026
E-2026-000500	TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BOBIGNY		Région c/ X	Plainte c/ X pour vol d'une machine à café au siège de la Région.	19/03/2026
E-2025-001663	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2530634	Société SODEKA c/ Région Réalisation de travaux de désamiantage partiel et déplombage partiel dans plusieurs lycées	Mémoire en défense par lequel la Région ne s'oppose au paiement de la provision demandée. (Référé provision)	23/03/2026
E-2025-002145	CONSEIL D'ETAT	510380	Commune de Saint-Arnoult-en-Yvelines c/ Ministre en charge de l'aménagement du Territoire Décret n° 2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France	Mémoire produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête en annulation dirigée contre le décret approuvant le SDRIF-E.	24/03/2026
E-2025-001513	CONSEIL D'ETAT	507170	Ville de Paris et autres c/ Ministre en charge de l'aménagement du Territoire Décret n° 2025-517 du 10 juin 2025 portant approbation du schéma directeur de la région d'Ile-de-France	Mémoire produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête en annulation dirigée contre le décret approuvant le SDRIF-E.	24/03/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
E-2024-000178	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2400243	M. X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de M. X tendant à l'annulation de la décision portant rejet de sa demande de protection fonctionnelle	26/03/2026
E-2026-000427	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CERGY-PONTOISE	2610669	Région c/ M. X Lycée Léonard de Vinci à Levallois Perret (92)	Requête en référé aux fins d'expulsion de M. X qui occupe indument un logement de fonction au lycée. (Référé mesures utiles)	01/04/2026
E-2025-001273	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2524380	Région c/ X	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de de M. X visant à obtenir l'annulation de l'arrêté portant révocation.	03/04/2026
E-2025-000226	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2504846	LIFTEAM c/ Région Marché public de travaux relatif à l'extension du Lycée - lot Tout Corps d'Etat (TCE) Lycée Pauline Roland à Chevilly-Larue (94)	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de la société LIFTEAM tendant à faire condamner la Région à lui payer une indemnité au titre des travaux supplémentaires et de l'allongement de la durée des travaux sur l'opération de restructuration du lycée.	08/04/2026
E-2026-000545	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN	2604898	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région portant sur la requête en référé expertise déposée par M. X à la suite de son accident de service. (Référé expertise)	08/04/2026
E-2026-000531	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2611621	Région c/ M. X Lycée Gabriel Fauré à Paris (75)	Requête en référé aux fins d'expulsion de M. X qui occupe indument un logement de fonction au lycée. (Référé mesures utiles).	08/04/2026
E-2026-000335	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	2601201	M. X c/ Région	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de M. X par laquelle il demande au	09/04/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
				tribunal l'annulation de la décision de mutation d'office.	
E-2026-000587	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	2604450	M. X c/ Région	Mémoire en défense de l'avocat de la Région tendant au rejet de la requête de M. X par laquelle il demande au tribunal la suspension de la décision de rejet de reconnaissance de l'imputabilité au service d'un l'accident. (Référé suspension).	15/04/2026
E-2026-000479	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE VERSAILLES	2608731	Région c/ Île-de-France Construction Durable et autres Lycée Lucien Voilin à Puteaux (92)	Requête aux fins de désignation d'un expert judiciaire (référé mesures utiles) pour l'opération de construction au lycée Voilin à Puteaux. (Référé constat)	24/04/2026
E-2024-000405	COUR ADMINISTRATIVE D'APPEL DE PARIS	26PA00523	M. X c/ Région	Mémoire en défense produit par l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de l'appelant tendant à faire annuler le jugement par lequel le tribunal administratif de Paris a rejeté ses demandes relatives notamment à l'annulation de l'arrêté portant sanction disciplinaire de révocation.	29/04/2026
E-2026-000548	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2415190	Mme X c/ Région	Mémoire en défense de la Région tendant au rejet de la requête de Madame X par laquelle elle demande l'annulation d'une décision de refus de subvention véhicule propre et par voie de conséquence, la condamnation de la Région à lui verser une	30/04/2026

Requêtes, plaintes et mémoires introduits par la Région d'Ile-de-France jusqu'au 10 mai 2026

Référence Région	Juridiction	numéro d'Instance	Objet	Rendu-Compte	Date du sortant
				somme correspondant au montant de la subvention demandée.	
E-2024-000830	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2405452	M. X c/ Région	Mémoire en défense de la Région en vue du rejet de la requête de Monsieur X tendant à l'annulation de l'arrêté portant application d'une sanction disciplinaire d'exclusion temporaire des fonctions pour une durée de 15 jours avec sursis total.	30/04/2026
E-2026-000280	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS	2506185	Sté DP.r c/ Région Opération de restructuration du service de restauration du Lycée -Lot 2 « travaux » Lycée Racine à Paris (75)	Mémoire en défense de l'avocat de la Région en vue du rejet de la requête de la société tendant à faire condamner la Région à lui payer une d'indemnité au titre des travaux supplémentaires et de l'allongement de la durée des travaux.	05/05/2026
E-2024-001101	TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MONTREUIL	2405514	Syndicat des copropriétaires du 51-53 rue Jean Bleuzen à Vanves c/ Région	Mémoire en défense de la Région contre le recours indemnitaire déposé par le syndicat des copropriétaires tendant à obtenir l'annulation du refus de versement d'une subvention au titre de la rénovation énergétique.	05/05/2026

Protections fonctionnelles accordées par la Région d'Ile-de-France sur le fondement de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales

Protections fonctionnelles accordées par la Région d'Ile-de-France sur le fondement de l'article L. 4135-29 du code général des collectivités territoriales

Référence Région	Demandeur	Date de la demande	Rendu-Compte	Date d'octroi
E-2026-000151	Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	11/02/2026	Demande de protection fonctionnelle de Madame Valérie PECRESSE, à la suite de faits potentiellement constitutifs de harcèlement, menaces, chantage et diffamation dont plusieurs agents de la Région ainsi qu'elle-même ont été victimes pendant plusieurs mois, sous la forme de mail anonymes malveillants et répétés mettant en cause les brigades régionales de sécurité et leur direction et portant atteinte à sa vie professionnelle et personnelle ainsi que son image.	20/02/2026
E-2026-000586	Valérie PECRESSE, Présidente du Conseil régional d'Ile-de-France	31/03/2026	Demande de protection fonctionnelle de Madame Valérie PECRESSE, à la suite de messages injurieux et menaçants lui ayant été adressés.	10/04/2026